

Préfet de région

**Décision de l'Autorité chargée de l'examen
au cas par cas sur le projet dénommé
« Boisement des parcelles C57 et C59 d'une superficie totale
de 1,39 ha »
sur la commune de Saint-Jean-Roure
(département de l'Ardèche)**

Décision n° 2026-ARA-KKP-6453
N15944

DÉCISION
à l'issue d'un examen au cas par cas
en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement

Le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes,

Vu la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2, R.122-3 et R.122-3-1 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2026-132 du 19 mai 2026 du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes portant délégation de signature en matière d'administration générale, d'ordonnancement secondaire et de pouvoir adjudicateur à M. Olivier David, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté n° DREAL-SG-2026-047 du 20 mai 2026 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes portant subdélégation de signature aux agents de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes en matière d'administration générale ;

Vu la demande déposée complète par Mr Didier Roche le 20 août 2026, enregistrée sous le n° 2026-ARA-KKP-6453-N15944 et publiée sur Internet ;

Vu la contribution de l'Agence régionale de santé en date du 26 août 2026 ;

Vu les éléments de connaissance transmis par la Direction départementale des territoires de l'Ardèche le 1^{er} septembre 2026 ;

Considérant que le projet consiste en un boisement partiel des parcelles cadastrales C59 et C57¹ de la commune de Saint-Jean-Roure (07), sur une surface de 0,95 ha ;

Considérant que le projet prévoit les aménagements suivants :

- le travail du sol (aération du sol et réalisation de potets²) par une mini-pelle ;
- la plantation des essences sélectionnées (Douglas, Pin laricio de Corse et Mélèze) par des ouvriers sylvicoles ;
- la réalisation de travaux d'entretien de la plantation (manuels ou mécaniques) en fonction du développement de la végétation concurrente ;

Considérant que le projet présenté relève ainsi de la rubrique 47. c) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement, visant les « *premiers boisements d'une superficie totale de plus de 0,5 hectare* » ;

Considérant que les parcelles concernées sont couvertes par des prairies participant à la continuité de la trame agro-pastorale, dont l'enjeu de conservation est important au regard de la forte dynamique de boisement observée localement ;

1 De superficies respectives de 1,12 ha et 0,27 ha

2 Tous les 2 m sur une ligne avec un espacement de 2,5 m entre les lignes

Considérant de plus que le projet concerne des terres agricoles mécanisables (prairies de fauche) déclarées à la PAC, rares en Ardèche, et est ainsi susceptible, dans le contexte actuel de changement climatique, de réduire le potentiel agricole du secteur, de mettre en péril l'exploitation agricole concernée, ainsi que de porter atteinte aux objectifs de souveraineté alimentaire ;

Considérant par ailleurs que l'emprise du projet est située :

- au sein du Parc naturel régional des Monts d'Ardèche ;
- à proximité immédiate (moins de 50 mètres) de la Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 1 de 16 ha « Lac du Devès »³, et au sein de son bassin d'alimentation ;

Considérant en particulier que la parcelle C59 comporte un talweg identifié comme zone humide⁴ située en tête de bassin versant, et que la mesure prévue par le pétitionnaire à ce sujet : retrait de 10 mètres par rapport à l'axe de l'écoulement, apparaît insuffisante pour prendre en compte cet enjeu⁵ et pour garantir la pérennité de la fonctionnalité de l'alimentation en eau du versant concerné, du fait de l'interception des précipitations par les sujets plantés ;

Considérant que les Douglas, qui peuvent atteindre à terme une hauteur de 35 m, sont susceptibles d'impacter les zones agricoles adjacentes par leur ombre, et que le Mélèze d'Europe est très sensible au chancre particulièrement à proximité des zones humides ;

Considérant ainsi la nécessité :

- de caractériser la prairie couvrant actuellement le site et évaluer son rôle dans la trame des milieux ouverts ;
- de délimiter précisément et caractériser la zone humide et ses fonctionnalités, notamment en lien avec le lac de Devès et son espace de bon fonctionnement ;
- de justifier le choix des essences retenues et étudier d'éventuelles alternatives ;
- d'évaluer les incidences directes et indirectes de la plantation projetée ;
- de proposer des mesures d'évitement et de réduction de ces impacts ;

Concluant que :

- au vu de l'ensemble des informations fournies par le pétitionnaire, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet dénommé « Boisement des parcelles C57 et C59 d'une superficie totale de 1,39 ha » concernant la commune de Saint-Jean-Roure (07) est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe III de la directive 2011/92/UE modifiée du 13 décembre 2011 susvisée et justifie la réalisation d'une évaluation environnementale ;
- les objectifs spécifiques poursuivis par la réalisation de cette évaluation environnementale sont notamment ceux explicités dans les motivations de la présente décision ; ces objectifs sont exprimés sans préjudice de l'obligation pour le maître d'ouvrage de respecter le contenu de l'évaluation environnementale, conformément aux dispositions du code de l'environnement.

DÉCIDE

Article 1^{er} : Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet dénommé « Boisement des parcelles C57 et C59 d'une superficie totale de 1,39 ha » concernant la commune de Saint-Jean-Roure (07), présenté par Mr Didier Roche et enregistré sous le n° 2026-ARA-KKP-6453-N15944, est soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

3 n° 820030971

4 Intégrée d'après l'inventaire départemental des zones humides réalisé par le CEN dans un vaste ensemble correspondant à l'espace de bon fonctionnement du lac de Devès, situé en aval immédiat de l'emprise

5 Fonctionnalités en matière de stockage et de restitution de l'eau, d'accueil de biodiversité et d'abreuvement des animaux, notamment

Article 2 : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Article 3 : La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Le 23/09/2026

Pour le préfet, par délégation,
Pour le directeur, par subdélégation,
Le chef de service délégué du service CIDDAE

David
PIGOT

david.pigot

Signature
numérique de
David PIGOT
david.pigot
Date : 2026.09.23
15:44:27 +02'00'

Voies et délais de recours

1°) Cas d'une décision soumettant à évaluation environnementale

La décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux direct. Toutefois, sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VII de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement et doit être effectué dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa mise en ligne sur internet. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

Où adresser votre recours ?

- RAPO

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle Ae
69453 LYON cedex 06

Le RAPO doit être déposé via le téléservice de l'évaluation environnementale (sur lequel la demande d'examen au cas par cas a été déposée initialement) accessible à l'adresse suivante : <https://evaluation-environnementale.ecologie.gouv.fr/>

- Recours contentieux

Madame la Présidente du Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69433 LYON Cedex 03

Le recours contentieux doit, de façon obligatoire ou facultative, être déposé via l'application informatique ou le téléservice dédié (<https://www.telerecours.fr/>), dans les cas définis par le code de justice administrative (articles R.414-1 et suivants)

2°) Cas d'une décision dispensant d'évaluation environnementale

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire :

- elle peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet, en application des dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration ;
- elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct ; comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant le projet.

Où adresser votre recours ?

- Recours gracieux

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle Ae
69453 LYON cedex 06

Le recours gracieux doit être déposé soit par courriel à l'adresse suivante : ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr soit par voie postale à l'adresse susmentionnée

- Recours contentieux

Auprès du tribunal administratif territorialement compétent pour connaître du recours contentieux contre l'acte relatif à l'autorisation (cf. article R. 312-1 du code de justice administrative).

Le recours contentieux doit, de façon obligatoire ou facultative, être déposé via l'application informatique ou le téléservice dédié (<https://www.telerecours.fr/>), dans les cas définis par le code de justice administrative (articles R.414-1 et suivants)